



Rapport d'activité du 9 juillet 2025

Libreville-Gabon (PFBC)

Introduction générale



Un dialogue science-politique, organisé par eBASEAfrica et le RFICS, sous la règle de Chatham House, réunissait décideurs politiques, scientifiques, experts et représentants de la société civile autour des trois thématiques clés de la conférence annuelle 2025 du Partenariat pour la forêt du Bassin du Congo (PFBC) : la criminalité environnementale, les conflits homme-faune et les impacts sanitaires, ainsi que les stratégies de financement durable pour la résilience. avec l'appui méthodologique d'une revue parapluie rapide effectuée en amont portant sur « Évaluation intégrée des stratégies de prévention et de mitigation de la criminalité environnementale, de la gestion des conflits entre l'homme et la faune, des implications sanitaires et des mécanismes de financement pour la résilience du bassin du Congo en préparation de la COP 30 ».

Un atelier de formation intitulé «Stratégies de communication entre décideurs politiques et chercheurs: Les décideurs politiques au poste de commande», destiné à outiller les participants pour traduire les preuves scientifiques en briefs concis, planifier des événements politiques ciblés et utiliser le Baromètre des données probantes développé par eBASE Africa.

Ces deux activités visaient à tisser un lien solide entre la recherche et l'action publique, en dotant les acteurs de méthodes et d'outils pratiques pour renforcer la résilience des écosystèmes, des communautés et des institutions du Bassin du Congo.

Activité 1: Dialogue Science-Politique

A - Objectifs du dialogue

- Partager les résultats de la revue parapluie sur les stratégies de prévention/mitigation des problématiques clés du Bassin du Congo.
- Recueillir les réactions et recommandations des responsables des politiques publiques et des experts.
- Identifier les conditions de réussite pour un financement vert et inclusif de la résilience.
- Favoriser l'appropriation locale des solutions fondées sur les preuves scientifiques.

B - Résultats de la revue parapluie et réaction des participants

1. Criminalité environnementale

a. Résultats de la revue parapluie:

- Les approches combinées descendantes (lois, contrôle) et ascendantes (initiatives locales) sont les plus efficaces.
- Les technologies comme les drones et plateformes numériques améliorent la surveillance.
- L'harmonisation juridique et la coopération régionale sont essentielles.

b. Interventions des participants :

- Une loi nationale est jugée obsolète et une cellule anti-braconnage a été créée pour répondre à l'urgence.
- Des comités locaux permettent de mieux surveiller les concessions forestières communautaires.
- Il est nécessaire de renforcer les capacités des brigades anti-braconnage, former le personnel et mieux utiliser les preuves scientifiques.
- Des mécanismes de coopération régionale et d'échange d'information ont été mis en place via un plan d'action régional.



2. Conflits homme-faune

a. Résultats de la revue parapluie:

- Clôtures électriques, compensations, écotourisme, équipes de réponse rapide sont des stratégies efficaces.
- L'implication communautaire dans la cogestion est indispensable.
- Faible appropriation des stratégies sous-régionales.

b. Interventions des participants :

- Les stratégies régionales ne sont pas bien appropriées par les États ; les ressources manquent pour les mettre en œuvre.
- Des dispositifs ont été expérimentés (clôtures, cartouches à piment), mais certains sont inadaptés au contexte forestier.
- Les conflits sont fréquents dans les zones non protégées, où l'intervention légale est difficile.
- Des structures interinstitutionnelles et scientifiques existent déjà pour documenter et gérer les conflits.

3. Impacts sanitaires

a. Résultats de la revue parapluie:

- La déforestation et la perte d'habitats augmentent les risques d'émergence des zoonoses.
- Les approches préventives sont plus efficaces que les réponses réactives.
- L'approche One Health est fortement recommandée.

b. Interventions des participants :

- Un plan national One Health existe pour certaines maladies, mais reste à généraliser à d'autres zoonoses.
- Des réseaux multisectoriels sont déjà opérationnels et doivent être soutenus durablement.
- L'estimation des populations animales est indispensable pour prévenir les risques liés à la faune sauvage.

5. Resultats du questionnaire de priorisation

Un questionnaire de priorisation a été distribué aux participants au cours de la session, leur demandant d'identifier trois stratégies prioritaires par thématique, en tenant compte de leur faisabilité et de leur potentiel d'appropriation locale.

Au total, six formulaires complétés ont été collectés.

1. Criminalité environnementale - Prévention

Les participants ont majoritairement plébiscité le renforcement de la législation et l'approche holistique top-down/bottom-up (6 votes chacun), traduisant un consensus sur l'importance d'une action à la fois institutionnelle et communautaire.

L'implication des communautés (5 votes) et la perturbation des réseaux de trafic (4 votes) arrivent au deuxième rang, montrant un intérêt pour des actions de terrain et de renseignement ciblées.

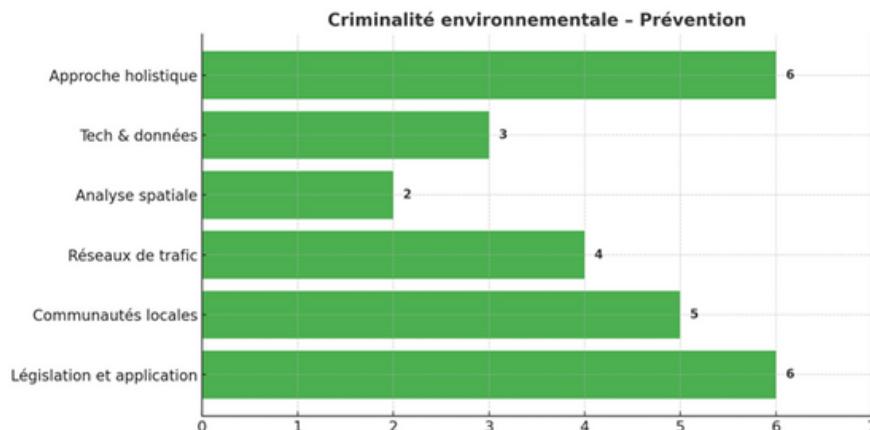
4. Financement durable et résilience

a. Résultats de la revue parapluie :

- Mécanismes : paiements pour services écosystémiques (PSE), obligations vertes, certifications, gouvernance locale, blockchain.
- L'inclusion des communautés et la coordination multisectorielle sont essentielles.

b. Interventions des participants :

- La confiance est identifiée comme condition essentielle : même les projets techniquement viables échouent sans climat de confiance.
- Le flou juridique autour de certains mécanismes (ex. REDD+) bloque l'accès au financement.
- Les conditionnalités sont jugées trop rigides, et les décaissements trop lents.
- Certains financements ciblent des espèces ou activités non prioritaires localement, ce qui limite leur utilité.

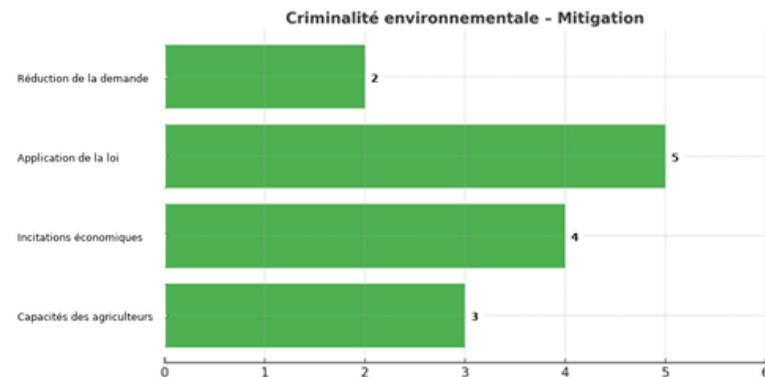


2. Criminalité environnementale – Mitigation

Les trois stratégies les plus fréquemment choisies par les répondants :

1. Renforcement de l'application de la loi (5 voix)
2. Incitations économiques (4 voix)
3. Renforcement des capacités des agriculteurs (3 voix)

Ces priorités montrent que la mitigation passe par des moyens concrets et incitatifs, autant pour encadrer les pratiques illégales que pour offrir des alternatives viables aux communautés rurales.



3. Conflits homme-faune – Prévention

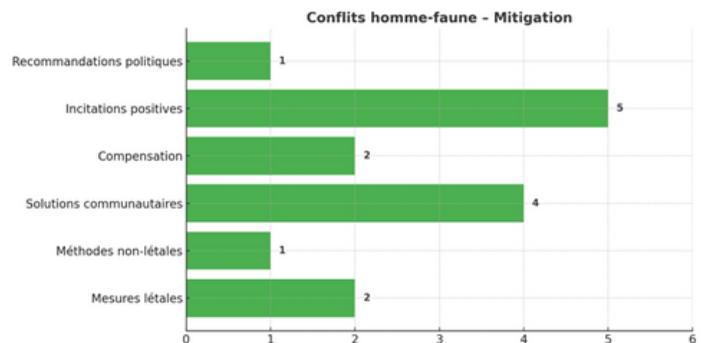
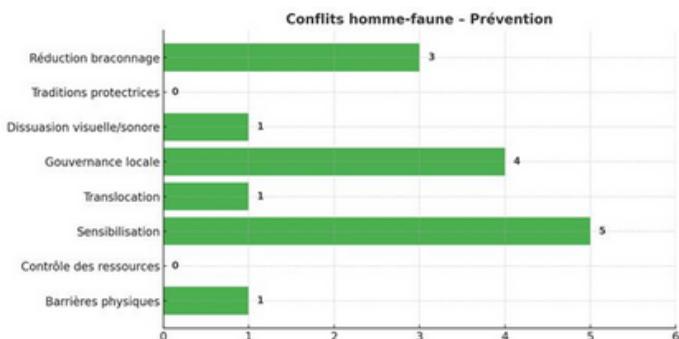
Ici, la sensibilisation des communautés (5 votes) et la gouvernance locale (4 votes) ressortent comme prioritaires, montrant que les solutions sont perçues comme devant être co-construites avec les populations.

Les approches physiques ou techniques (barrières, translocation, dissuasion) reçoivent moins de soutien, reflétant peut-être des limites d'efficacité ou d'acceptabilité.

4. Conflits homme-faune – Mitigation

Les incitations positives (écotourisme, revenus alternatifs-5 votes) et les solutions communautaires (4 votes) sont les stratégies les mieux notées, traduisant une volonté de réponses locales et durables.

Les mesures létales, les compensations financières et les recommandations politiques obtiennent peu de votes, ce qui indique une préférence pour des approches participatives et non coercitives.



6. Recommandations clés issues du dialogue science-politique

1. Renforcer la transparence et la confiance dans les dispositifs de financement et de gouvernance multi-acteurs.
2. Institutionnaliser l'approche One Health au niveau national et régional.
3. Mettre à jour les lois relatives à la faune, aux forêts, et à la criminalité environnementale pour intégrer les nouveaux enjeux.
4. Renforcer les capacités locales en matière de surveillance, de réponse rapide et de participation communautaire.
5. Améliorer la coordination régionale à travers des plateformes d'échange d'information et des accords transfrontaliers efficaces.

Activité 2 : Formation « Stratégies de communication entre décideurs politiques et chercheurs : les décideurs politiques au poste de commande »

A- Déroulement de la formation



- **Le langage des décideurs** : mieux adapter les messages scientifiques aux réalités politiques: Les intervenants ont exploré comment traduire le jargon académique en termes compréhensibles, en insistant sur la concision, la pertinence des exemples locaux et l'usage de données chiffrées parlantes pour les décideurs.
- **L'événement politique** : tirer parti des fenêtres d'opportunité pour influencer les politiques
À travers l'organisation de briefings ciblés (ministres, conseillers), la planification des invitations et la conception de supports bilingues, les participants ont appris à saisir les moments politiques clés pour présenter des preuves scientifiques.
- **Les preuves scientifiques répondant à la demande** : produire des formats utilisables (revues rapides, fiches, briefings)
Le concept de "Responsive Evidence Services" a été détaillé : revues rapides, fiches synthétiques et briefs adaptés, livrés en quelques jours pour répondre aux besoins urgents des décideurs.
- **Le Baromètre des données probantes** : outil pour évaluer et renforcer l'intégration des données dans l'action publique
Présentation d'un outil en dix critères (rigueur, équité, intégration, conflits d'intérêts...) permettant de mesurer la qualité des politiques au regard des preuves disponibles et d'orienter les recommandations.

B- Points clés à retenir

- **Adoptez le langage des décideurs** : utilisez des messages courts, illustrés par des exemples concrets et des chiffres stratégiques pour capter leur attention.
- **Planifiez vos événements politiques** : définissez le moment idéal, ciblez les acteurs pertinents et préparez des supports bilingues concis.
- **Mettez en place des formats sur demande** : fournissez des revues rapides et des fiches pratiques pour répondre aux urgences décisionnelles.
- **Mobilisez un réseau d'intermédiaires** : ONG, thinktanks et journalistes locaux renforcent la portée et l'appropriation des messages.
- **Évaluez avec le baromètre des données probantes** : priorisez les recommandations selon un diagnostic structuré et transparent de la qualité des preuves.

C - Profils et nombre de participants

- 32 participants venus de 11 pays d'Afrique centrale.
- Profils : chercheurs (sciences sociales, environnementales), communicants scientifiques, agents publics (ministères, agences), ONG et think-tanks.
- Leur diversité a enrichi les ateliers de retours d'expérience concrets.

D - Résultats, retours et prochaines étapes

1. Résultats clés

- Remise des guides méthodologiques et des documents de formation : tous les participant·e·s ont reçu par courriel les supports (présentations, fiches pratiques). Ceux qui ne les avaient pas reçus ont pu s'ajouter à la liste de diffusion.
- Lancement d'un sondage d'évaluation : un lien vers un questionnaire en ligne sera envoyé dans les jours qui suivent pour recueillir des retours détaillés et ajuster les prochaines sessions.

2. Feedback des participants

- Forte implication dans les ateliers pratiques (cartographie, planification d'événements), témoignant d'un engagement élevé.
- Pertinence des outils présentés : policy briefs bilingues, revues rapides et baromètre jugés immédiatement applicables.
- Suggestions : organiser des ateliers de suivi sur l'éthique de la collecte de données, et introduire des démonstrations de LivingLabs pour renforcer l'appropriation terrain.

Difficultés rencontrées à la réalisation des activités et stratégies de mitigation

Difficultés rencontrées	Stratégies de mitigation	Orientation future
Logistique (annulation du vol prévu le 8 juillet de Yaoundé pour Libreville)	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre le vol disponible à partir de Douala pour Libreville • Le Dialogue Science-Politique et l'atelier de formation ont été reprogrammés pour l'après-midi du 9 juillet 	Arrivée si possible 1 ou 2 jour(s) avant l'évènement
Des personnes non prévues dans le protocole ont assisté à l'évènement, ce qui a réduit les responsables politiques à une position d'ultra-minorité.		eBASE et RFICS assurent le contrôle des invitations et de la distribution des badges.
La règle de Chatham House n'a pas totalement été respectée	Poursuivre le dialogue avec tous les participants et donner la priorité aux responsables de politiques publiques	Être au contrôle de l'activité

Conclusion générale

L'articulation du dialogue et de la formation a permis :

- D'ancrer un consensus sur l'importance cruciale des preuves scientifiques pour guider les politiques publiques, en soulignant le besoin d'une intégration multisectorielle et d'une confiance partagée entre tous les acteurs.
- De diffuser des outils opérationnels : revues rapides, briefs synthétiques bilingues, Baromètre des données probantes, guides méthodologiques remis à chaque participant, jugés immédiatement applicables.
- De lancer des actions de suivi : diffusion étendue des supports, envoi d'un sondage de satisfaction pour ajuster les prochains ateliers.

Grâce à cette démarche intégrée, chercheurs et décideurs repartent outillés pour transformer ensemble les données probantes en politiques durables et inclusives pour le Bassin du Congo.



Report, pictures, and posts on the REAP platform.

Une collaboration



Réseau Francophone International en Conseil Scientifique
Pavillon Charles-De Koninck, bureau 4453
1030, Avenue des Sciences-Humaines
Université Laval
Québec (Québec) G1V 0A6



Division d'intérêt francophone
de l'International Network
for Governmental Science Advice



Avec
le soutien du

